

aborde un et, enfermant l'équipage et les passagers dans les cales, j'arme le navire avec mes hommes, je me porte rapidement sur un point de la côte où j'embarque quelques centaines de flibustiers bien armés et je mets le cap sur San-Francisco où j'entre par surprise. Il n'y a dans cette grande ville aucune force militaire. Je lance à terre mes hommes de combat qui terrorisent la population. Je prélève une imposition de guerre de 20 ou 30 millions de dollars et je reprends la mer pour apporter ces millions dans la caisse du trésor du corps expéditionnaire français. Puis, je continue la guerre de course, affolant la navigation et semant la ruine dans toute la marine de commerce américaine. »

J'ai ignoré ce que conclut secrètement le Maréchal, mais ce que j'ai vu c'est que Salar reprit, content et plein d'espoir, le chemin qui conduisait au Pacifique. Ce nouveau Jean Bart aurait tenu parole.

Salar attendit, hélas ! pendant longtemps, et je ne le revis plus au Mexique. Mais, cinq ans plus tard, en 1871, dînant un soir dans le jardin qui, alors à Paris, faisait un des charmes du restaurant Champeaux, sur la place de la Bourse, j'aperçus à une table voisine le visage caractéristique d'un type vécu dans le lointain des années ; je compris Salar et le fixai pour attirer son regard. Il me reconnut à son tour et vint à moi. Ce me fut une grande joie de causer longuement avec cette autre épave de la cause française au Mexique, et c'est avec émotion que Salar me rappela ce qu'il aurait pu faire pour cette France qu'il venait de retrouver meurtrie, mutilée, et m'exprima un profond regret qu'elle eût reculé devant les Etats-Unis, car les malheurs du moment ne se seraient sans doute pas produits. Le prestige qu'elle aurait acquis par une autre fin de l'affaire mexicaine aurait fait dévier les événements survenus en Europe.

CHAPITRE IV

RAPPEL DES TROUPES

Déclaration de Napoléon III du 15 janvier 1866. — Envoi du baron Saillard auprès de Maximilien. — Mort subite de M. Langlais. — Incident des scellés. — Suspensions de criminalité. — Affaire des bons Jecker. — Le Maréchal mis en cause calomnieusement. — Vraies responsabilités. — Justification du Maréchal. — Changement de ministère. — Diminution des employés et de leur traitement. — Situation intérieure compromise. — Incidents fâcheux. — Attentat contre la mission belge. — Mission du baron Saillard — Discours du trône de Napoléon III. — Campagne diplomatique déplorable avec les Etats-Unis.

Si les préoccupations étaient grandes au Mexique, l'inquiétude à Paris n'était pas moindre. Nos politiciens, l'Empereur même, paraissaient reconnaître, depuis quelque temps, qu'il n'y avait rien à tirer de Maximilien, incapable de jouer un rôle, pas même celui qui lui incombait personnellement et que la réalisation des projets du début et des combinaisons successives qui devaient le mener au résultat final, c'est-à-dire le protectorat, ne semblait plus possible. Alors ils cherchaient quelque moyen de pouvoir se retirer de la façon la moins désastreuse. Il fallait au moins s'efforcer d'obtenir la reconnaissance de l'Empire mexicain par sa grande voisine, la République américaine. Malheureusement, on s'acharna trop longtemps à la poursuite de cette reconnaissance et on ne vit pas, assez tôt, que toutes les démarches, toutes les concessions qu'on pourrait faire dans ce but, n'auraient pour effet, au contraire, que de rendre le Gouvernement de Washington plus intransigeant.

C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1865 on commit la faute

de faire des avances et de formuler des concessions en échange de cette reconnaissance. On eut la malheureuse idée de consentir à prendre des engagements à l'égard du retrait de nos troupes. C'était ne pas connaître le caractère de la diplomatie américaine. On faisait acte de condescendance courtoise; on prit cet acte pour un témoignage de faiblesse et on nous répondit par une fin de non-recevoir, formulée par des raisonnements alambiqués, interprétant les considérants de la proposition française d'une façon peu digne.

Il était incontestable que le Gouvernement américain ne voulait pas de conflit matériel. Aussi, après les événements peu recommandables de Bagdad, se produisirent des réclamations justement énergiques et indignées contre ces actes de barbarie condamnables devant le droit des gens. Le Gouvernement de Washington, voulant, à tout prix, éviter d'attacher le grelot d'un conflit aussi aventureux, eut la sagesse prudente de désavouer et de destituer le général qui avait « mis la main à la pâte », de remplacer le général en chef qui avait paru se borner à laisser faire, de licencier enfin les hordes de nègres qu'il avait placées sur la frontière pour s'en débarrasser et de mettre à leur place des troupes plus régulières, moins turbulentes et moins compromettantes. Toutefois, le Gouvernement était bien disposé à empêcher l'établissement de l'Empire et à déterminer le départ des troupes françaises par des procédés furtifs, indirects et clandestins, en soutenant la résistance de Juarez, en excitant sourdement les compétitions de Santa-Anna, d'Ortega, etc., en un mot, en ameutant tout le monde contre nous et en exploitant même le concours antipatriotique des leaders verbeux du corps législatif français. Mais ce Gouvernement, dis-je, ne voulait pas « franchir le Rubicon ». Et si la France, le mettant au pied du mur, avait réédité ces belles paroles d'un Français héroïque : « Messieurs les Américains, tirez les premiers », la poudre aurait fusé dans le canon des rifles !

Du reste, quelques semaines auparavant, l'Empereur Napoléon avait à peu près le même sentiment, lorsque, le 29 novembre 1865, il écrivait au maréchal Bazaine : « ... Il est indispensable que je prenne une résolution énergique, car nous ne pouvons pas rester dans cet état d'incertitude qui paralyse tous les progrès et augmente les charges de la France.

« Je vais mûrement réfléchir aux mesures à prendre; en attendant, mettez tous vos soins à organiser l'armée mexicaine afin que nous puissions, dans un temps donné, évacuer le pays. *J'espère que les Américains, malgré leur jactance, ne voudront pas entrer en guerre avec nous; mais ce danger écarté, il s'agit de savoir dans quel état nous laisserons le Mexique après notre départ.* »

D'ailleurs, on aurait dû comprendre, en France, que plus on ferait cas de l'obstruction tacite et sournoise des Américains, plus ceux-ci se montreraient arrogants et intraitables. Ce n'était vraiment pas la peine d'être le plus fort pour ne montrer que de la pusillanimité, ce qui était vrai dans les deux termes de l'équation. C'est avec chagrin qu'on constate cette pusillanimité de la part du Gouvernement français. Elle s'accuse formellement dans la lettre que l'Empereur écrivit, le 15 janvier, au maréchal Bazaine. Cette lettre est un document historique, car elle fait date dans la fin de l'intervention française au Mexique. Elle fut un coup de foudre terrible dans le ciel déjà assombri de l'Empire mexicain.

Palais des Tuileries, le 15 janvier 1866.

« Mon cher Maréchal,

« Les difficultés que me suscite sans cesse l'expédition du Mexique me forcent de fixer définitivement l'époque du rappel de mes troupes. Le plus long temps que je puisse accorder pour le rapatriement du corps d'armée, qui ne doit se faire que successivement, est le commencement de l'année

prochaine. Je vous envoie le baron Saillard pour qu'il s'entende avec vous et avec l'Empereur Maximilien relativement à l'exécution de cette mesure. Je voudrais que l'évacuation du Mexique ne compromit pas le pouvoir de l'Empereur. Avisez donc aux moyens d'organiser solidement la Légion étrangère et l'armée mexicaine. Il faut que l'Empereur montre une grande énergie et trouve dans son pays les ressources nécessaires pour subvenir à ses dépenses. Je viens d'ailleurs d'écrire dans ce sens à l'Empereur Maximilien lui-même.

« Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

« NAPOLÉON. »

Cette lettre ultimatum est éminemment suggestive pour un observateur philosophe qui la soumettrait à la loupe du raisonnement, pour rechercher la mentalité directrice de son auteur. Comment a-t-il pu se faire que le Souverain, jusquelà si ferme, si persévérant dans ses conceptions politiques, si mesuré, si conciliant dans la notification de ses décisions, ait fait subitement un pareil sacrifice de la mission qu'il s'était tracée et qui, sans plus d'efforts, abandonnant soudain tout esprit de résistance et de lutte, ait jeté le manche après la cognée, et, comme un capitaine d'un navire qui va sombrer, ait jeté sa cargaison à la mer? Quelles considérations ont donc pu pousser l'Empereur des Français à cette détermination? Serait-ce l'attitude presque comminatoire des Etats-Unis? Il serait surprenant qu'il eût pu céder si promptement à la pression encore purement diplomatique du Gouvernement de Washington, celui-ci ayant assez de plaies profondes à cicatriser et sa puissance combative sur terre comme sur mer, plus apparente que redoutable, ne justifiant pas un désir formel d'engager un conflit. Il convient même de remarquer que lorsque cette lettre était écrite, Napoléon III n'avait pas connaissance des événements de Bagdad. Il me semble même que ce contre-temps doit être

regretté, car sous l'effet de cette bravade plus ou moins volontaire et préméditée, son chauvinisme se serait révolté et sa fierté nationale l'aurait empêché de signer cette sorte de capitulation. Il eut relevé le gant et, si alors, au lieu d'envoyer au Mexique M. le baron Saillard pour régler les conditions du rappel des troupes, il y avait expédié deux ou trois régiments de renfort, ce geste simple mais empreint de crânerie, aurait produit beaucoup plus d'effet pacifique et conciliateur que toutes les subtilités de ce diplomate, si habile qu'il fût.

D'autre part, on peut supposer que l'opposition qui, dans les Chambres françaises, s'acharnait contre ses vues sur le Mexique, ait pu exercer une puissante influence sur ses décisions. Mais alors, qu'étaient donc devenues en lui les aptitudes de « l'Homme du Deux Décembre »? Il paraît cependant difficile d'admettre que les foudres de quelques beaux parleurs, fussent-ils du clan des opposants, aient pu exercer une telle pression sur ses déterminations, et lui imposer ce brusque abandon d'une politique qu'il suivait depuis quatre ans. Aussi, semblerait-il plus logique d'admettre que l'Empereur a cédé surtout aux préoccupations que causaient déjà dans le monde diplomatique d'alors les menaces de la politique internationale d'Europe qui devait aboutir à Sadowa.

Du reste, en dehors de ces considérations métaphysiques, il faut reconnaître que Napoléon III s'efforçait de répandre dans sa lettre quelques palliatifs destinés à masquer les ressentiments qu'il éprouvait à l'égard de Maximilien; mais ces palliatifs ne se révélaient qu'à la surface et n'étaient que des précautions oratoires pour atténuer la signification de la condamnation à mort de l'Empire mexicain.

En effet, « le plus long temps que je puisse accorder pour le rapatriement est le commencement de l'année prochaine », cette apparente faveur qui a même le défaut intrinsèque de n'être pas conforme au traité de Miramar, n'est elle-même qu'une illusion, car la concentration des troupes pour ce rapatriement devra commencer longtemps à l'avance; ce

qui réduira à bien moins d'une année le répit laissé au Gouvernement impérial pour se préparer à se suffire à lui-même et surtout à se défendre.

« Je voudrais que l'évacuation du Mexique ne compromit pas le pouvoir de l'Empereur. » Heureusement que cette volonté s'exprime conditionnellement, car ce désir est vraiment déconcertant de la part de Napoléon III, qui est parfaitement au courant de la situation et qui sait absolument que rien n'a été fait sérieusement pour maintenir ce pouvoir après notre départ. Ce désir est vraiment trop platonique !

« Il faut que l'Empereur montre une grande énergie. » Quelle mystification !

« Avisez aux moyens d'organiser solidement la Légion étrangère et l'armée mexicaine. » Cette dernière obligation, qui le visait directement, a dû plonger le Maréchal dans une rêverie profonde, lui qui, depuis deux ans, faisait des efforts constants, mais sans cesse paralysés, pour arriver à constituer cette malheureuse armée.

Après tout, cependant, ce message de Napoléon aurait peut-être au moins l'heureux effet de faire sortir Maximilien de sa torpeur.

Je conclus néanmoins, de ce document de haute volée (?), que le langage diplomatique est bien fait, en vérité, pour embrouiller les affaires, déguiser les réalités et tromper sur la qualité de la marchandise.

Ces messages sensationnels arrivèrent le 16 février. Le Maréchal n'en fut pas troublé, et l'élément militaire en éprouva une réelle satisfaction. Ce sentiment était peut-être égoïste, et pourtant tous ceux de la première heure qui commençaient à trouver lourd le poids de quatre années passées aussi loin de leur pays, avaient bien quelque droit d'aspirer à le revoir un jour.

Chez les Mexicains, que nous étions venus soutenir, l'impression fut tout autre : une véritable stupeur, car bien peu

d'entr'eux se faisaient d'illusions sur l'avenir qui leur était réservé.

Quant à l'Empereur Maximilien ce fut pour lui le déchirement d'un voile épais qui lui couvrait les yeux, et ce coup inattendu, imprévu, n'en fut que plus durement ressenti. L'Impératrice Charlotte, particulièrement attérée, éprouva une véritable commotion mentale.

Néanmoins, les Souverains s'obstinaient à rester terrés à Cuernavaca. Alors que Maximilien aurait dû avoir hâte de conférer avec le Maréchal et de voir le baron Saillard, arrivé à Mexico en même temps que le courrier de Napoléon III. Décidément rien ne pouvait l'arracher à son apathie naturelle et à ce déplorable système qu'il pratiquait de *remettre au lendemain les affaires sérieuses*. Il se figurait sans doute que l'orage s'apaiserait avec le temps.

Il fallut qu'un nouveau malheur, hélas ! bien imprévu et bien effectif, celui-là, vint encore le frapper pour le décider à sortir de sa retraite. Le 21 février, mourut subitement M. Langlais. L'Empereur revint aussitôt à Mexico où était déjà retournée l'Impératrice, afin de recevoir une mission officielle venue de Belgique pour annoncer aux Souverains du Mexique l'accession au trône de Belgique du Roi Léopold II, frère de l'Impératrice Charlotte.

J'étais de service de jour au quartier général, et le Maréchal faisait, avec Mme Bazaine, sa promenade habituelle en voiture, lorsque, vers 5 heures, on vint annoncer que M. Langlais venait de mourir subitement. Nous ignorions où notre chef avait dirigé sa promenade et ce n'est qu'à son retour qu'il apprit l'événement.

Il en fut profondément affecté et envoya aussitôt un officier d'ordonnance au domicile du défunt. Le dîner fut assombri naturellement par les pensées attristées de tous ; puis, au sortir de table, le Maréchal me donna l'ordre de me rendre à la Légation de France pour informer notre ministre qu'il importait de mettre, le soir même, les scellés au domicile de M. Langlais, et qu'il lui envoyait un de ses

aides de camp pour le représenter dans l'accomplissement de cette formalité légale.

Je trouvai M. le Ministre dans sa salle de billard, faisant, sur le tapis vert, avec ses secrétaires de légation, la partie digestive du « post scenam ». Après mes salutations respectueuses, je fus reçu plus que froidement et je déclinai l'objet de la mission dont j'étais chargé. M. Dano, sur un ton maussade et peu protocolaire, me dit d'un air hautain : « Ah ça, Monsieur, vous croyez qu'on vous a attendu pour savoir qu'il fallait apposer les scellés sur les papiers de M. Langlais ? Ils sont déjà mis. » Sans me troubler devant cet accueil, dont le moindre défaut était de manquer de formes, je répondis : « C'est bien, Monsieur le Ministre, je n'ai pas qualité pour répondre à la question que vous me posez ainsi, et dont je suis fort surpris, car je ne suis que le représentant de M. le Maréchal et, n'ayant plus rien à faire ici, je vais rendre compte à Son Excellence de la seule partie de la mission que j'ai pu remplir et de l'accueil que j'ai reçu. » Je saluai et je partis.

Cet incident montre à quel point les relations étaient tendues entre tout le monde alors, même entre les deux personnages qui auraient dû être les plus unis. Il me laissa une impression peu flatteuse pour ce grincheux et, ravivant la mauvaise opinion que j'avais de lui depuis longtemps, il m'inspira les hypothèses assez sévères que comportait l'empressement que ce ministre avait mis, sans entente préalable avec le Maréchal, à apposer les scellés sur les papiers de M. Langlais, parmi lesquels se trouvait naturellement la correspondance du Maréchal, *ainsi que la sienne propre*, afin, sans doute, de connaître la première et de soustraire la seconde à la connaissance du Maréchal. Cette hypothèse était très conforme à l'appréciation que j'avais sur l'attitude frondeuse de M. Dano envers le Maréchal. Je ne sais si celui-ci éprouva les mêmes sentiments ; mais lorsque je lui fis part de l'accomplissement de ma mission, il ne parut pas

étonné, et pourtant il ne put cacher une expression de mécontentement.

En dehors de ce détail particulier, si la mort de M. Langlais provoqua une émotion profonde dans tous les milieux de Mexico, elle éveilla aussi les plus graves suspicions. Pour mon compte personnel, ma première pensée fut que M. Langlais avait été victime d'une crime politique, et que c'était à sa qualité de réformateur financier que le forfait s'était attaqué. Ce qui confirmait ce sentiment dans mon esprit, c'est que déjà deux financiers, qui l'avaient précédé dans sa mission réformatrice, avaient mal disparu, notamment le dernier, M. Bonnefons.

Il faut considérer, dans cet ordre d'idées, qu'il existait au Mexique un nombre considérable de gens, politiciens, fonctionnaires, préfets, administrateurs de toutes sortes, financiers ou autres, même des gros personnages gouvernementaux, qui ne vivaient que du désordre perpétuellement entretenu dans l'administration financière du pays et voyaient avec terreur des administrateurs avisés et des financiers intègres, désintéressés, mettre de l'ordre et supprimer les concussions, dilapidations, abus et pillages qui ruinaient le pays et l'Etat. De là des haines mortelles, des vœux passionnés pour la suppression de ces intrus, de ces trouble-fête qui venaient arracher à tout ce joli monde le pain de la bouche.

Cependant, si on se place à un autre point de vue pour chercher une explication dramatique, on pourrait la trouver dans les conséquences d'un événement qui, depuis plusieurs mois, avait produit une certaine émotion dans le monde politique et financier, et était entouré d'intrigues susceptibles de permettre bien des suspicions graves et de révéler des compromissions plus graves encore.

A cette époque, milieu de 1865, un intérêt plutôt privé et en tout cas secondaire qui s'était greffé sur l'intervention française, dès son début, voyant que les années se succédaient sans qu'on parût disposé à lui donner satisfaction,

sentant l'Empire mexicain compromis, voulut jouer son va-tout pour tirer enfin son épingle du jeu, et celle-ci était grosse ! Je veux parler de l'affaire Jecker.

Cette malheureuse question qui avait déjà servi, d'une façon si inopportune, de point d'appui à l'opposition en France pour soulever l'opinion contre l'entreprise mexicaine, venait encore de troubler les esprits non seulement à Paris mais encore au Mexique.

Si j'insiste sur l'incident personnel des scellés Langlais, qui comporterait peu d'importance, en apparence du moins, c'est qu'il me semble remettre à leur vraie place les responsabilités qu'une malveillance systématique a appliquées alors au maréchal Bazaine et qu'un parti-pris déplorable inflige, parfois encore de nos jours, à la mémoire d'un homme tombé, surtout, sous les coups de la calomnie au service de la politique. Ces scellés néfastes et précipités, illégaux même dans leur application, ont eu, vraisemblablement, grâce à la suppression probable d'une correspondance révélatrice, pour effet regrettable d'empêcher la divulgation des vrais agents de la manœuvre financière qui devait assurer le remboursement des millions réclamés par la banque Jecker. Ces scellés, en dissimulant ces agents, ont permis, en outre et surtout, de faire accuser traitreusement le Maréchal d'avoir trempé dans cette opération véreuse et non désintéressée.

Et pourtant cette affaire était toujours restée dans le domaine de nos agents financiers qui se sont succédés au Mexique jusqu'à M. Langlais *inclusivement*. Il est vrai que MM. Corta et Bonnefons n'ayant pas à régler les importantes obligations financières contractées par le Gouvernement de Maximilien envers la France, puisqu'elles étaient déterminées par le traité de Miramar, n'avaient eu à se préoccuper que de celle relative à la maison Jecker, qui s'appliquait à des intérêts privés français, pour déterminer avec le Gouvernement la quotité de cette dette qui fut ainsi fixée à 27 millions environ, et dont on sollicita le paiement sur un des emprunts faits en France par le Mexique.

Si ce procédé n'était peut-être pas très heureux pour la France, il ne satisfaisait pas complètement non plus la maison Jecker qui, en présence de la détresse financière du Gouvernement mexicain, ne prévoyait guère quand elle serait payée. Alors, celle-ci, ayant recours à un moyen détourné, appuyé par des arguments et des procédés en faveur au pays, l'affaire fut menée de longue main. Dès le milieu de 1865, on parvint, à force d'intrigues de palais, à faire nommer ministre des Finances une personne *dévouée* sur laquelle on pouvait compter et pour cause ? un petit agent financier du Gouvernement, un certain Senior Cesar, maigre receveur des douanes. Cela étant, M. Jecker demanda que le Gouvernement se décidât à commencer le paiement de ce qui lui était dû, tout au moins en plusieurs échéances et, en acceptant un sacrifice de cinq millions, si on consentait à lui souscrire trois versements assurés par des traites à échéances successives de deux mois en deux mois, tirées sur la commission des Finances du Mexique à Paris, chargée du règlement du dernier emprunt. Les deux premières traites, formant un total de douze millions, furent établies par le ministre Cesar et signées par l'Empereur. Malheureusement, elles furent mal accueillies par le Gouvernement français, qui se plaignit à Maximilien et à M. Langlais. Ce dernier, alors, parvint à décider l'Empereur du Mexique à ne pas signer la troisième traite de dix millions.

Cette histoire produisit à Paris et à Mexico un effet déplorable, et les ennemis, les détracteurs, les envieux du Maréchal insinuèrent que c'était sur ses instances que cette opération avait été faite. Des rapports furent adressés dans ce sens. Par qui le furent-ils ? Peut-être par ceux mêmes qui avaient été les instigateurs intéressés ! Car, en somme, il y eut des gens intéressés dans cette affaire.

Du reste, ces insinuations malveillantes furent officieuses sinon officielles, car, à la suite des informations plus ou moins directes venues du Mexique, et dans celles-ci je puis classer, avec regret, celles formulées par le général Douay

dans la médisante correspondance qu'il entretenait avec son frère, on demanda officiellement des explications au maréchal Bazaine. Heureusement pour lui, le ministre de la Guerre, maréchal Randon, plus catégorique que d'autres membres du Gouvernement français, et ne croyant pas à la possibilité d'une pareille action de la part d'un Maréchal de France, ne lui cacha rien et, le mettant franchement au courant des accusations portées contre un collègue en dignité, lui demanda catégoriquement la vérité sur cette ténébreuse affaire et sur les tripotages qu'elle recélait. Alors le maréchal Bazaine, qui avait dédaigné plusieurs fois les commérages de la malveillance, fut obligé de se préoccuper de la nouvelle attaque qui portait atteinte à sa considération jusque devant son Gouvernement, devant son ministre et devant l'Empereur Napoléon lui-même. Il ne chercha pas à se disculper par des protestations directes qui auraient offensé sa haute situation et sa conscience. Puisque son ministre lui demandait la vérité, il se mit en devoir de la rechercher tout entière, de la présenter avec son éloquence naturelle afin d'établir, devant ses chefs tout au moins, les vraies responsabilités.

Il procéda à une enquête personnelle, minutieuse et naturellement longue, pour mettre en pleine lumière tous les détails des intrigues qui avaient amené le règlement financier de l'affaire Jecker, et soulevé tant de récriminations et d'accusations calomnieuses; il se préoccupa surtout de réunir des documents qui constituaient des preuves irréfutables. Puis il établit la genèse et l'historique de l'affaire dans un long mémoire auquel étaient joints les documents et les correspondances précisant les responsabilités et démontrant la parfaite exactitude des faits exposés dans le mémoire. Ce rapport fut envoyé au ministre de la Guerre avec une lettre explicative empreinte d'un grand sentiment de dignité et de modération, mais aussi de sincérité qui ne pouvait laisser aucun doute sur la non-intervention du Maréchal dans cette triste affaire, à laquelle il est resté absolument étran-

ger. Celle-ci a été traitée exclusivement par la mission financière française, la Légation de France et le cabinet civil de l'Empereur Maximilien, qui se partagèrent les responsabilités de l'opération des millions affectés à la maison Jecker et des conditions plus ou moins correctes dans lesquelles elle fut déterminée.

Ce qui est plus piquant encore dans cet imbroglio organisé, c'est que le Maréchal n'a été mis au courant de ces tripotages de pots de vin qu'accidentellement, après que les premières traites étaient déjà lancées, et qu'il ne s'en est occupé que pour empêcher l'envoi des traites suivantes. Son intervention fort opportune, du reste, a consisté à demander des explications à M. Langlais lui-même et à l'inviter à s'opposer formellement à l'exécution de ces mesures financières inadmissibles dans le fonds comme dans la forme. De ces faits, il résulte que non seulement le maréchal Bazaine n'a jamais inspiré ni soutenu la convention passée, en 1865, avec la maison Jecker, mais encore que c'est lui-même qui, en 1866, a empêché, par son action sur M. Langlais, l'exécution de la deuxième partie du programme et la signature des traites complémentaires pour achever le remboursement des 27 millions accordés en principe à M. Jecker.

Du reste, le Maréchal, en envoyant à son ministre l'exposé de la vérité entière sur cette affaire, exprime de la façon la plus formelle au maréchal Randon son désir que l'Empereur Napoléon prenne connaissance de son mémoire et de tous les documents qui l'accompagnent, afin qu'il ne puisse subsister aucun doute dans l'esprit de son Souverain.

Comme épilogue à cette affaire, personnelle au maréchal Bazaine, je dois faire ressortir la note la plus grave que renferme la protestation pourtant bien modérée du Maréchal offensé. Il y avait, en effet, des interventions véreuses dans le remboursement des créances Jecker, puisque la maison qui les recouvrait ainsi, a dû faire le sacrifice de 800.000 piastres, soit 4 millions de francs, qui se seraient égarés dans l'entourage même de Maximilien et dans le portefeuille

du fameux César, ministre des Finances, qui aurait reçu la forte somme de 300.000 piastres, soit quinze cent mille francs.

Du reste, l'Empereur Maximilien, à la suite du mécontentement qu'on lui avait exprimé de Paris, comprit qu'il lui fallait sacrifier son ministre des Finances; mais il semblait qu'un lien invisible et difficile à rompre l'attachait à lui, et il ne se décida à prendre cette mesure de sévérité, anodine cependant, que péniblement et forcé, lorsqu'il vit que son obstination à conserver dans son Gouvernement un pareil ministre était sévèrement jugée par l'opinion publique qui ne ménageait même pas sa personne dans le rôle joué par elle dans l'affaire.

Le ministre vénal disparut enfin de Mexico et, quelque temps après, un paquebot partit de Vera-Cruz vers l'Europe, portant le « César et sa fortune » moderne style!

Ces événements, restés alors plus ou moins secrets ou mystérieux, sont de nature à expliquer l'empressement incorrect et irrégulier que mit M. Dano, ministre de France, à apposer les scellés sur les papiers de M. Langlais, aussitôt sa mort et sans se concerter avec le Maréchal pour cette opération. Ils justifient en outre les doutes que manifesta l'opinion publique sur les conditions de la mort subite de M. Langlais et les suspicions qui imposèrent une autopsie médicale plus ou moins probante dans ses conclusions. Était-ce un suicide ou une mort violente?? Cette dernière hypothèse était soutenable et possible; d'abord parce que de nombreux intérêts particuliers et peu scrupuleux exigeaient la disparition de M. Langlais, et ensuite parce que les procédés nécessaires pour se débarrasser d'un gêneur sont nombreux et d'un usage relativement facile et peu compromettant.

Il faut considérer, en effet, que les Locusse abondent dans ce pays où la flore est riche en toxiques appropriables à tous les goûts, à tous les tempéraments, ainsi qu'à toutes les circonstances, et dont un certain nombre ont la pré-

cieuse propriété de ne laisser aucune trace révélatrice de leurs effets souvent foudroyants. Les femmes indiennes ont des aptitudes remarquables pour administrer ces substances naturelles, pourvu qu'on y mette le prix. Dans ces conditions, bien des suppressions deviennent possibles.

Du reste, je ne fus pas le seul à avoir ces soupçons; la voix publique les clama partout et tellement que le Gouvernement s'en émut et que le ministre de France dut demander officiellement qu'on procédât à l'autopsie. C'est ce qui eut lieu, je crois, à l'égard de l'infortuné M. Langlais. La docte faculté conclut à une embolie cardiaque. Et on classa l'affaire! Pourtant, qui donc là-bas pourrait affirmer qu'il n'existe pas une noix dont l'amande contiendrait des sucres qui produisent l'embolie au cœur? et cela au bout d'un nombre de jours égal à celui de ceux écoulés entre le moment où le fruit a été cueilli et celui où il a été absorbé par le patient voué à la mort? Dans ces conditions terribles, que peuvent découvrir les médecins d'une part et la justice de l'autre? C'est alors que le jugement doit se baser sur le calcul des probabilités comparées.

Enfin, que la cause du décès ait été naturelle, volontaire ou criminelle, la disparition de M. Langlais fut, à tous les points de vue, un gros événement, un malheur pour l'Empire. Ainsi s'évanouissaient toutes les espérances de régénération de l'état financier du Mexique sur laquelle reposait la consolidation du régime impérial et sans laquelle son existence même devait être compromise.

Cependant, M. Langlais avait fait deux élèves dans les adjoints qu'il avait amenés de France, MM. de Maintenant et de Mondésir, deux financiers d'élite. Ils avaient collaboré avec le maître à l'établissement des projets remarquablement conçus et élaborés en vue de la réorganisation des finances du pays. Ils avaient été initiés à toutes les idées de M. Langlais et l'un d'eux, M. de Maintenant, pourrait sans doute prendre sa succession et ne pas laisser périliter l'œuvre entreprise. Le Maréchal l'espérait. Mais ce jeune financier pour-

rait-il, au milieu de cette société gouvernementale et financière si jalouse, si intransigeante et si réfractaire aux réformes nécessaires et destinées à imposer l'ordre et l'honnêteté dont beaucoup ne voulaient pas, acquérir la notoriété et la confiance que M. Langlais avait eu tant de peine à gagner, malgré qu'il fût si puissamment appuyé, soutenu par l'intervention personnelle de l'Empereur Napoléon ? C'était là un point d'interrogation grave, redoutable.

Maximilien, fortement ému par le coup double qui venait de le frapper : le rappel des troupes françaises et la mort de M. Langlais, parut vouloir entrer franchement dans une voie de gouvernement plus conforme à ses intérêts. Il s'était décidé, depuis quelque temps déjà, sur les instances du Maréchal, à changer son ministère, afin de le reconstituer d'après de nouveaux principes et d'y faire entrer M. Langlais, avec le portefeuille des finances. Il ne pouvait plus remplir cette dernière condition ; mais il reconstitua néanmoins un cabinet où il fit entrer des hommes qui ne réalisaient pas encore la perfection, mais qui, tout au moins, avaient sur leurs prédécesseurs l'avantage de n'être pas des ennemis avérés de l'intervention française et de la politique qu'elle préconisait. Cependant, ils ne satisfaisaient pas complètement tous les gens désintéressés, soucieux de la consolidation de l'Empire, qui auraient désiré voir confier le gouvernement à des hommes de valeur, même plus ou moins étrangers au pays, ayant l'avantage de n'appartenir à aucun parti et d'être ainsi plus indépendants dans la gestion des affaires.

Maximilien compléta ce petit coup d'Etat par quelques mesures secondaires démontrant qu'il comprenait enfin la nécessité de réduire les dépenses publiques. C'est ainsi qu'il diminua le nombre des ministres et ministères. Il n'en resta plus que cinq : c'était, en vérité, bien suffisant. On put ainsi grouper divers services et supprimer bon nombre d'employés. En outre, il opéra des réductions importantes dans les services particuliers affectés à sa personne. Il supprima,

enfin, ses deux cabinets, civil et militaire, où, sans nul profit, mais en entravant souvent l'expédition des affaires, grouillaient une nuée d'employés de toutes nationalités, des Autrichiens, des Belges, des Russes, des Mexicains, qui potaient à l'envi quand ils ne frondaient pas, et, avec ensemble, dévoraient le budget à belles dents. Un simple secrétariat remplaça ces impédimenta dispendieux.

Il était un peu tard pour fermer la caisse, alors qu'elle était presque vide ! Aussi une mesure, plus grave encore par ses conséquences, allait s'imposer par la force même des circonstances que créait la pénurie des ressources. On fut obligé de réduire les appointements des hauts fonctionnaires, des ministres en particulier, auxquels on n'alloua bientôt plus que la moitié des tarifs. Il est aisé de comprendre qu'avec un pareil système, si obligatoire qu'il fût, on devait produire des effets désastreux en développant, d'une part la tendance à la concussion et de l'autre, en anémiant fortement la fidélité et le dévouement d'un grand nombre de fonctionnaires. Tout se tenait dans ce malheureux édifice et tout se désorganisait ensemble.

Cette situation financière déplorable commençait à porter ses fruits partout ; le manque de confiance et d'argent paralysait le concours de tout ce qui était dévoué à l'Empire et développait la hardiesse de ses ennemis ainsi que leurs moyens d'action. Dans ces conditions, les populations honnêtes étaient impuissantes à maintenir la tranquillité là où elle était complète un an auparavant. Les régions non occupées par les troupes françaises, qui ne pouvaient pas être partout, étaient dans une insécurité complète qui anéantissait toutes les transactions et donnait libre cours aux exactions qui ruinaient le pays. Sans parler de nombreux incidents fâcheux mais de peu d'importance, il se produisait parfois de gros événements du plus déplorable effet. C'est ainsi que, vers la fin de février, un grand convoi de marchandises, d'une valeur de plusieurs millions, se rendant de Tampico à San-Luis, escorté par des troupes impériales, fut

attaqué et, peu défendu par l'escorte dont une partie passa à l'ennemi, il fut capturé, produisant une perte immense au commerce. En outre, à la même époque, la petite ville de Tlaxcala, près Puebla, fut enlevée par une bande qui fit prisonnière toute la garnison mexicaine, le préfet politique et rançonna cruellement la population. Non loin de là, on enlevait à son escorte une forte somme d'argent envoyée par la compagnie du chemin de fer de Vera-Cruz pour payer ses ouvriers.

Tout cela se passait dans la contrée que nous occupions depuis quatre ans et que traversait la route de Vera-Cruz, notre unique ligne d'opération.

Enfin, pour mettre le comble à cette situation déconcertante, survint, dans les premiers jours de mars, un événement qui, en raison de l'importance des personnalités qui furent les victimes, fut absolument déplorable, humiliant même pour le Gouvernement et l'Empereur qui avaient manqué de prévoyance et n'avaient pris aucune mesure pour l'empêcher.

J'ai déjà fait connaître l'arrivée à Mexico d'une mission belge portant aux Souverains du Mexique notification de l'avènement au trône de Léopold II. Son mandat rempli, la mission repartait pour l'Europe et, le 5 mars, quittait la capitale dans une diligence spéciale, mais sans escorte. Cet oubli des règles les plus élémentaires pour voyager au Mexique ne peut être reproché à ces Européens qui croyaient le pays pacifié, tout au moins sur la route de Vera-Cruz; mais il est absolument impardonnable à l'Empereur et à l'Impératrice qui connaissaient ou avaient le devoir de connaître la situation du moment. Après tout, par amour-propre, Leurs Majestés ont peut-être voulu cacher l'état d'insécurité où on se trouvait pour faire croire en Belgique qu'on était en paix à l'intérieur du nouvel Empire; elles se contentèrent pour toute sauvegarde de faire accompagner les membres de la mission par un officier mexicain, officier d'ordonnance de l'Empereur! On va voir comment ce valeureux guerrier remplit son rôle.

La berline gravissait péniblement la longue côte qui s'élève sur le flanc de la Cordillère pour atteindre le fameux col de Rio-Frio, célèbre par les crimes et les attentats qui, de tous temps, s'y étaient commis sur les voyageurs; on n'était guère qu'à une dizaine de lieues de Mexico, lorsque, soudain, une troupe de bandits surgissant du maquis, faisaient feu sur la voiture et, tirant avec une précision bien rare pour des gens de cette espèce, tuaient un officier belge, lieutenant d'artillerie, le comte d'Huart, aide de camp du comte de Flandre, et blessaient trois autres membres de l'ambassade. Les survivants bondirent de la voiture qu'entouraient les brigands, firent feu avec leurs revolvers et chargèrent avec leurs sabres pour repousser les agresseurs; puis, un moment dégagés, ils remontèrent dans la voiture qui partit au galop, emportant le malheureux officier tué, ainsi que l'aide de camp de l'Empereur du Mexique. Celui-ci, au départ, avait pris place sur l'impériale, à côté du conducteur, sans doute pour surveiller au loin le pays; dès qu'il aperçut les bandits faisant feu sur la voiture, il se cacha sous la bâche et s'y blottit entre les malles; il ne reparut que lorsqu'on arriva au premier poste. Je suppose que lorsque les membres de la mission le virent réapparaître, ils ont dû lui adresser quelques compliments de circonstance; mais qu'importait la honte à ce misérable? il avait sauvé sa peau! Les officiers de l'armée impériale n'étaient pas tous semblables à celui-là, mais il y en avait malheureusement beaucoup trop de son espèce. Ce qui est plus incroyable encore, c'est qu'au lieu de faire passer cet ignoble soldat devant un conseil de guerre et le dégrader ignominieusement, Maximilien se contenta de l'obliger à donner sa démission. C'était s'en tirer à bon compte.

Cet événement comporte, en outre, un corollaire peu flatteur pour les aptitudes combattives d'un grand nombre de Mexicains. A quelque distance, 3 ou 400 mètres à peine, en arrière de la voiture des officiers et diplomates belges, venait la diligence publique régulière. Elle était pleine de

voyageurs, tous armés. Or, ceux-ci, dès qu'ils entendirent les premiers coups de feu, sautèrent à terre et se cachèrent dans les broussailles. Ils ne reparurent que longtemps après la disparition des bandits. Et pourtant, s'ils avaient couru au secours des autres, les brigands se seraient prestement sauvés. Quel contraste entre ces deux catégories de voyageurs ! Les Belges se sont très honorablement comportés en hommes de cœur et d'énergie ; mais les autres.... ?

Ce malheureux événement produisit à Mexico une grande émotion, à la ville comme à la cour, surtout dans le cœur de l'Impératrice Charlotte qui se sentit profondément humiliée par la moralité d'un pareil attentat sur ses compatriotes. Quant à Maximilien, il ne sembla pas en tirer le moindre enseignement. Et pourtant, il commençait à être impressionné par la situation générale ; mais, ne discernant pas la véritable cause des mécomptes qui l'énervaient, il s'en prit inconsidérément aux hommes qui pourtant étaient bien innocents. C'est ainsi que persuadé qu'il avait été mal servi en France, il en rendit coupable son ministre à Paris qui n'avait pas su soutenir ses intérêts auprès du Gouvernement français. Il retira sa confiance à ce diplomate et remplaça M. Hidalgo par le général Almonte, qu'il savait très apprécié à la cour de Napoléon et qu'il n'était pas fâché d'éloigner de Mexico ainsi que de sa cour, foyer d'intrigues dans lesquelles Almonte était forcément entraîné, mais dans un sens qui ne plaisait pas à la camarilla. Ce vieux serviteur avait l'esprit droit, pondéré, et voyait avec regret la voie néfaste dans laquelle on poussait l'Empereur. C'était donc encore une faute d'éloigner un des rares hommes dévoués et sincères qui l'entouraient.

Du reste, ce changement de diplomate à Paris était trop tardif et, en admettant que le général Almonte, bien en cour aux Tuileries, eût pu antérieurement obtenir de meilleurs résultats que M. Hidalgo, il était évident qu'il serait désormais impuissant à rien modifier dans les projets du Gouvernement français ; car l'Empereur Napoléon avait pris, vis-à-

vis de son Parlement, des engagements trop formels pour qu'il pût les négliger, à moins d'un événement brutal, tel qu'une rupture avec les Etats-Unis. En effet, le discours du trône, prononcé le 22 janvier et dont les déclarations furent connues à Mexico à la fin de février, ne devaient laisser aucun espoir, même à Maximilien. Ces déclarations étaient si formelles, accompagnées de considérations si précises, qu'elles indiquaient une volonté inébranlable d'en finir.

« Je m'entends avec l'Empereur Maximilien pour fixer l'époque du rappel de nos troupes, afin que leur retour s'effectue sans compromettre les intérêts français que nous avons été défendre dans ce pays lointain. » Comment l'Empereur, éclairé par toutes les correspondances du Maréchal, a-t-il pu formuler un pareil espoir ? Mais ce qui passe les bornes de ma compréhension dans ce discours impérial, c'est le coup d'encensoir que Napoléon III envoie aux Etats-Unis : « La France qui n'oublie aucune noble page de son histoire, fait des vœux sincères pour la prospérité de la grande République américaine et pour le maintien de relations amicales bientôt séculaires. L'émotion produite aux Etats-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain, s'apaisera devant la franchise de nos déclarations. Le peuple américain comprendra que notre expédition à laquelle nous l'avons convié, n'était pas opposée à ses intérêts. Deux nations également jalouses de leur indépendance, doivent éviter toute démarche qui engagerait leur dignité et leur honneur. »

C'était bien peu connaître le caractère et la mentalité des Américains du Nord pour tenir un pareil langage à leur égard, et se bercer de si formidables illusions. Les politiciens de la Maison-Blanche ont dû éprouver une douce gaieté en lisant ces jolies phrases sentimentales qui, à Paris, avaient soulevé les bravos des gens de la politique. Oui, la France n'oublie pas les nobles pages de son histoire ; mais l'Amérique les oublie ! La République américaine n'a que faire des vœux de prospérité que lui adressent les autres Gouverne-

ments; elle entend assurer elle-même cette prospérité; elle ne connaît pas les sentiments platoniques; pour elle, « les affaires sont les affaires ! »

Quoi qu'il en soit de cette déclaration impériale, il n'en ressortait pas moins, très formellement, que Napoléon III s'entendait avec Maximilien pour fixer l'époque du rappel des troupes; mais il eût été plus vrai de dire qu'il *s'efforçait* de s'entendre. En effet, cette parole si solennelle aurait dû être pour l'Empereur du Mexique un son de cloche d'une implacable éloquence. Mais Maximilien ne l'entendit pas ainsi pour répondre aux démarches de Napoléon III. Celui-ci envoyait bien M. Saillard auprès de Maximilien, et, si ce diplomate habile, obligé à certains ménagements protocolaires, ne voulut pas brutaliser les impressions du jeune Empereur, il précisa cependant très clairement l'objet de la mission que lui avait confiée son Souverain. Mais la potion était trop édulcorée; elle ne produisit pas l'effet attendu. Maximilien ne voulut rien savoir. Il erra dans de vagues propositions, de vaporeuses déterminations, mais il ne conclut rien. C'est à peine s'il avait l'air de prendre au sérieux le rôle et le caractère du plénipotentiaire de Napoléon III, qu'il laissa à Mexico et courut se replonger dans les délices de Cuernavaca, sous les cajoleries d'une beauté mexicaine et les exhortations mystiques du Padre Fischer. Quelles oppositions ?

Dans ces conditions, le baron Saillard, après s'être mis d'accord avec le Maréchal et d'après son conseil, se décida à repartir. Il y avait pourtant quinze jours à peine qu'il était arrivé, mais il ne lui avait pas fallu plus longtemps pour reconnaître qu'on ne pouvait rien tirer de l'Empereur du Mexique. Il partit pour Vera-Cruz où il devait stationner pendant quelques jours. Ce n'était, en effet, qu'une fausse sortie convenue avec le Maréchal, destinée à impressionner et à faire réfléchir Maximilien; d'autant que le maréchal Bazaine devait faire, pendant ce temps, des démarches directes auprès du Souverain pour le faire sortir de sa torpeur ou de

son mauvais vouloir. Mais cette manœuvre avorta comme les autres, et le messenger de Napoléon III reprit le paquebot pour aller rendre compte de l'avortement de sa mission. Que faire, en vérité, avec un chef d'Etat comme Maximilien qui ne voulait rien faire ?

Maximilien s'était sans doute imaginé que la déclaration faite par l'Empereur des Français à l'ouverture du corps législatif, n'était qu'une satisfaction platonique donnée aux impatiences du Parlement et de l'opinion publique en France, et que la mission du baron Saillard n'était qu'une sanction apparente de cette déclaration. Il crut alors d'une habile politique de se soustraire à une entente formelle et précise avec ce diplomate au sujet du retrait de nos troupes, ce qui aurait rendu vaines toutes les démarches qu'il comptait tenter pour reculer le plus possible cette échéance et notamment celle dont il avait chargé le commandant d'état-major Loysel, son ancien chef de cabinet, qu'il envoyait en mission auprès de Napoléon III.

Ce malheureux prince était voué à toutes les illusions. En tout cas, cet acte était d'une diplomatie médiocre.

Il est vrai, d'autre part, dans la même affaire mais dans un ordre inverse, que le Gouvernement français commit un acte encore plus maladroit et qui eut des conséquences bien plus graves. Cet acte fut la suite et la conséquence de l'attitude qu'avait déjà tenue le Gouvernement de l'Empereur Napoléon vis-à-vis des Etats-Unis. Je dis le Gouvernement, parce que Napoléon III a cédé, en cette affaire franco-américaine, à la pression de son cabinet et de ses conseils. Cette attitude n'avait jamais été dans son tempérament.

En effet, aussitôt après la déclaration formulée dans son discours du trône au sujet du rappel de ses troupes, son ministre des Affaires étrangères, M. Drouin de Lhuys, faisait demander au Gouvernement des Etats-Unis, par M. de Montholon, son ministre à Washington, l'assurance qu'il maintiendrait au moins à l'égard du Mexique une stricte neutralité. C'était une lourde faute qu'un diplomate prudent et

avisé n'aurait pas commise. Pourquoi relancer ainsi un lièvre qu'on désirait voir rester au gîte ? Il fallait attendre et ne pas prendre les devants. Qu'avait-on tant à craindre, pour mettre un tel empressement à offrir un os à ronger à cet ogre plus maussade et plus malin que belliqueux ? On n'avait pas à redouter, je pense, qu'il envoyât tout à coup les quelques monitors à vapeur dont il disposait bombarder Vera-Cruz. Alors pourquoi cet acte de condescendance, de faiblesse non fondée ?

L'Empereur des Français avait parlé à son peuple pour lui faire connaître ses intentions ; cela suffisait, car cette parole était entendue par le monde entier. Si quelque puissance avait des observations à formuler, elle n'avait qu'à le faire par son représentant auprès de notre Gouvernement. Principalement, en ce qui concernait les Etats-Unis, il importait au plus haut point de leur laisser l'embarras d'attacher le grelot. Pourquoi leur demander l'assurance d'une neutralité, puisqu'à la suite des événements de Bagdad, ils l'avaient eux-mêmes très soigneusement affirmée en prenant toutes les mesures matérielles nécessaires pour la garantir contre les emballements possibles de leurs troupes de frontière.

Si les Etats-Unis croyaient pouvoir demander à la France des affirmations plus catégoriques, plus précises, il convenait de leur en laisser l'initiative ; j'ajouterai surtout l'embarras et la difficulté.

D'ailleurs, il est des circonstances où il est préférable d'attendre une attaque que de provoquer une riposte toujours moins réfléchie, moins pondérée que la première. Cela paraît surtout vrai en diplomatie. On aurait assurément évité la réponse qui nous fut faite, réponse d'une habileté qu'avait fait naître notre maladresse, et d'une audace inspirée seulement par notre pusillanimité. Cette réponse est, en effet, extraordinaire. En d'autres temps de notre histoire elle n'eut pas été accueillie comme elle le fut alors par le Gouvernement de la France.

La jactance qu'avait déjà signalée et dédaignée Napoléon III était devenue de l'arrogance devant laquelle son Gouvernement, son Parlement allaient s'incliner !

Il faut cependant reconnaître, comme circonstance atténuante, qu'il y avait en France une opposition qui soutenait nos ennemis d'alors et leur inspirait cette arrogance qui, grâce à elle, devenait sans danger probable.

Le 12 février, M. Seward, ministre des Etats-Unis, répondait au Gouvernement français :

« Les Etats-Unis ne peuvent supposer que l'Empereur se propose d'établir au Mexique, avant de retirer ses forces, les institutions mêmes qui leur déplaisent et qui justifient matériellement les objections soulevées contre son intervention. Nous regardons, au contraire, l'Empereur comme nous ayant annoncé son intention immédiate de faire cesser le service de ses armées au Mexique, de les rappeler en France et de s'en tenir fidèlement, sans aucune stipulation ni condition de notre part, au principe de non-intervention sur lequel il est désormais d'accord avec les Etats-Unis.

« La France n'a que faire de retarder d'un instant la retraite promise de ses troupes, par quelques craintes que les Etats-Unis se montrent infidèles à la politique qu'ils ont toujours pratiquée, et qu'ils s'éloignent de la règle de conduite qui a été donnée par Washington lui-même.

« Nous serons charmés lorsque l'Empereur nous donnera l'avis définitif de l'époque à laquelle on pourra compter que finiront les opérations militaires de la France au Mexique. »

Cette réponse est inqualifiable et constitue un document diplomatique dont, sans doute, il n'existe point aucun similaire dans les chancelleries des nations policées. Quelle mauvaise foi et quelle morgue prétentieuse !

D'abord l'Empereur n'avait rien promis aux Etats-Unis ; il avait seulement fait connaître ses intentions et M. Drouin de Lhuys avait simplement demandé l'assurance de la neutralité des Etats-Unis. On n'a donc pas voulu répondre *franchement* à la demande formulée.

Le Gouvernement français n'a pas annoncé qu'il ferait cesser *immédiatement* le service de ses armées au Mexique. Il a précisé, au contraire, qu'il allait s'entendre pour fixer l'époque de leur rappel, de manière à ne pas compromettre les intérêts français engagés au Mexique; ce qui est l'opposé de ce que dit la réponse américaine.

Le deuxième paragraphe est phénoménal : « La France n'a que faire de retarder d'un instant la retraite promise de ses troupes. » Cette assertion est injustifiable puisque la France a dit, au contraire encore, qu'elle avait des intérêts à sauvegarder. Le reste n'est que du verbiage absolument hors de la question.

Enfin, la déclaration finale : « Nous serons charmés.... » est tout simplement *charmante*. On ne peut vraiment être plus accommodant et plus ironique !

Les Etats-Unis ont eu de la chance que la France et son Gouvernement aient changé leur tempérament d'autrefois, surtout celui qui soutenait la cause de l'émancipation de la jeune Amérique contre l'Angleterre. Alors, elle n'aurait accepté de qui que ce fut un pareil langage.

Hélas ! la France fit semblant de ne pas comprendre et, tout en tournant très habilement les apparences de condescendre à une injonction comminatoire, son Gouvernement fit connaître, le 6 avril, les époques de rapatriement des troupes, tout en déclarant malicieusement « qu'il n'hésitait jamais à offrir à *ses amis* les explications qu'ils demandaient ».

Singuliers amis que nous avons là ! Qu'auraient donc fait des ennemis ?

Conclusion : cette campagne diplomatique fut absolument déplorable.

CHAPITRE V

CAMPAGNE DE CALOMNIES

Du 1^{er} au 30 avril 1866

Aggravation de la situation de l'Empire, au dedans comme au dehors. — Rapports du Maréchal. — Situation militaire difficile. — Désastre de Santa-Isabel. — Le lieutenant Bastidon à Paras. — Prétentions révoltantes des Américains. — Mécontentement dans le corps expéditionnaire. — Correspondances d'officiers français. — Action funeste et attitude du général Douay. — Attitude de Bazaine. — Situation et existence privée de la colonie militaire française à Mexico. — La vie au quartier-général.

La situation politique extérieure de l'Empire était donc absolument grave et ne laissait guère d'espoir d'avenir aux esprits clairvoyants du pays, et encore moins dans la pensée du monde étranger. Ce qui était peut-être plus inquiétant c'est qu'à l'intérieur, et à tous les points de vue, politique, social et financier, la situation s'aggravait de jour en jour. Si on pouvait constater, en ce mois de mars 1866, une accalmie dans les craintes causées par les Américains sur la frontière, les appréhensions augmentaient au sujet de l'état des affaires à l'intérieur. C'est ainsi que, dans son rapport politique du 9 mars, s'exprimait le Maréchal :

« La situation politique ne s'améliore presque nulle part et cet état stationnaire s'explique en songeant que le Gouvernement n'a su inspirer aucune direction aux autorités départementales. Presque partout les caisses des administrateurs des rentes sont dans le plus complet dénûment. Les